



Lunch Garden :

## Le 6 juin, réunion de la dernière chance ?

Ce 09/05, se tenait une nouvelle réunion entre les représentants des travailleurs et la direction de Lunch Garden. A l'ordre du jour de celle-ci : la CCT de 2014 concernant le plan de relance. Depuis des mois, le SETCa et la FGTB-Horval dénoncent des dérives dans la mise en pratique du contenu de cette CCT et réclament sa révision. A nouveau aujourd'hui, ils se sont heurtés au mutisme des dirigeants de l'entreprise et à leur irrespect face au mal-être des travailleurs.

Pour rappel, la CCT visée a été conclue en juin 2014 après des négociations très difficiles et faisait suite à la mise en œuvre du plan de relance. Elle prévoyait une plus grande polyvalence et flexibilité ainsi qu'une économie salariale d'envergure. Depuis sa conclusion, les représentants des travailleurs n'ont eu de cesse de pointer du doigt les dysfonctionnements constatés sur le terrain dans l'application des règles convenues dans la CCT. Avec une polyvalence et une flexibilité très approximatives et des dérives de la part du management. Après avoir déjà fait tant de sacrifices ces dernières années, les travailleurs doivent en donner toujours plus dans les faits. La direction, quant à elle, ne respecte pas ses engagements et bafoue la concertation sociale.



Après avoir interpellé à plusieurs reprises les dirigeants à ce sujet et face à leur absence de réaction, le SETCa et la FGTB Horval avaient demandé une révision de cette CCT en juin 2018. Depuis lors, aucune réponse ni avancée n'a pu être apportée ! Nous en avons encore eu la preuve lors de la réunion de ce 09/05. La direction ne semble pas vouloir comprendre les préoccupations des travailleurs en matière de flexibilité, de polyvalence et de pouvoir d'achat. Elle fait la sourde oreille et refuse de concéder la moindre ouverture.

*La prochaine réunion du 6 juin prochain sera celle de la dernière chance. Les représentants des travailleurs demandent d'obtenir enfin une réponse claire et acceptable à leurs interrogations et revendications. Si ce n'était pas le cas, la paix sociale serait compromise. A bon entendre...*